

Intervention du président de la République sur « la nouvelle France industrielle »

Intervention du président de la République sur « la nouvelle France industrielle »

Palais de l'Élysée - 12 septembre 2013

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs, les industriels,

Mesdames, Messieurs,

C'est un événement inédit auquel nous participons aujourd'hui. Il me permet ici d'exprimer toute ma gratitude à l'égard des industriels, mais aussi des chercheurs, des ingénieurs, des travailleurs, bref, de tous ceux qui permettent à la France de croire en son avenir. Chacun des succès qui ont été affichés, chacune des innovations qui ont été exposées, chacun des produits qui ont été présentés, est une illustration de nos capacités à préparer notre avenir.



Depuis mon élection, j'ai confié à Arnaud MONTEBOURG la tâche de préparer un pacte productif. Le constat que nous avons dressé, il y a quinze mois, vous le connaissez : nous avons perdu en dix ans 750 000 emplois industriels, la part de l'industrie dans la production intérieure a fléchi de 4 points, et notre déficit commercial s'est creusé, puisqu'il atteint 60 milliards d'euros.

Les explications, nous les connaissons aussi : défaut de compétitivité, manque de spécialisation et, aussi, une mentalité qui laissait penser que l'industrie avait fait son temps, que nous rentrions dans une autre société, dans un autre univers, que nous n'avions plus besoin d'usines, d'ingénieurs, d'ouvriers, et que nous pouvions, à ce moment-là, nous livrer à ce qu'on appelle « l'économie des services ». Nous avons besoin de l'industrie et des services, comme de l'agriculture, de tout ce qui fait production, et c'est le sens de l'action que nous avons engagée.

Le défi qui est le nôtre, et qui est le vôtre, c'est de placer notre pays au premier rang de la compétition mondiale. Pour le relever, j'ai défini avec le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT une stratégie.

Cette stratégie, elle est cohérente et elle est globale. Elle commence par le redressement de nos finances publiques pour préserver notre souveraineté financière. Elle se poursuit avec le pacte de compétitivité pour redresser les marges de nos entreprises. C'est le crédit d'impôt compétitivité emploi. Ce dispositif est complété par la modernisation du marché du travail, afin d'assurer une sécurisation de l'emploi. Enfin, cette stratégie débouche sur une réforme du financement, une mobilisation de l'épargne, la loi bancaire et la création de la Banque publique d'investissement.

Depuis quinze mois, nous avons affronté un certain nombre de plans sociaux, de restructurations,



de licenciements. Le ministre du Redressement productif ainsi que ses collègues au gouvernement ont fait face, les élus locaux se sont également mobilisés. Parfois nous avons réussi, parfois nous avons échoué. Parfois nous avons trouvé des repreneurs, parfois, ils ont fait défaut.

Mais notre stratégie ne peut pas être défensive. Certes, il nous faut préserver, assurer les reconversions nécessaires. Mais notre stratégie doit être résolument offensive. Et c'est ce que nous avons voulu présenter aujourd'hui.

Ce que nous voulons engager, c'est une nouvelle France industrielle. L'idée n'est pas si nouvelle, et chacun ici, en tout cas les plus anciens, a des exemples en tête, quand les grands programmes étaient lancés d'en haut, du Concorde au TGV, d'ARIANE au nucléaire. Nous en sommes légitimement fiers, mais gardons-nous de toute nostalgie.

Aujourd'hui, les conditions ont changé. Nous sommes dans un nouvel âge de la mondialisation, les pays émergents sont devenus des concurrents redoutables. L'Amérique sort de la crise renforcée avec un coût de l'énergie beaucoup plus bas que le nôtre. Les pays européens, ceux qui ont le plus souffert, ont retrouvé une compétitivité qui leur offre, si la reprise se confirme, de nouvelles opportunités.

Alors, nous devons nous-mêmes définir une « politique industrielle ». Une politique industrielle ! Les mots même pourraient surprendre, je ne veux pas dire « choquer »... Il ne s'agit plus de revenir, là non plus, aux grands plans des années 60 ou 70, où l'Etat était à la fois inventeur, prescripteur, producteur et client final ; ce temps-là est terminé.



Je ne souhaite pas non plus qu'on revienne à un Etat qui n'interviendrait que sur l'environnement des affaires, attendant que les initiatives germent d'elles-mêmes et que le marché - que nous respectons - nous offre notre destin.

Aujourd'hui, ce qui est attendu de l'Etat, d'abord, c'est qu'il affiche des priorités ; qu'il dégage autant qu'il est possible des financements ; qu'il assure une stabilité de l'environnement, notamment fiscal ; qu'il puisse également mobiliser l'ensemble des acteurs - régions, universités, partenaires - pour que nous puissions être unis pour agir dans les secteurs de pointe ; qu'il assure un haut niveau de finances publiques ; qu'il permette, par le crédit d'impôt recherche, d'assurer aussi un haut niveau de recherche privée ; et qu'il permette également d'élever le niveau de formation et de qualification des jeunes générations.

L'Etat n'a pas à se substituer à l'initiative privée, car ce sont les industriels qui connaissent les marchés - ils en ont fait la démonstration -, les clients, les technologies. Mais, à l'Etat, il revient de définir un cadre, d'accompagner, de stimuler. J'ai la conviction que c'est par l'industrie, par son innovation, par son dynamisme, que la France pourra gagner les points de croissance qui lui manquent aujourd'hui, que la France rééquilibrera sa balance commerciale, rétablira ses comptes, recréera des emplois - pas simplement dans l'industrie, mais dans tous les services qui accompagnent l'industrie, servent l'industrie - et enfin, permettra aussi de redonner espoir dans l'avenir.

Pour la première fois depuis longtemps, il y a un ministère de l'Industrie de plein exercice. Arnaud MONTEBOURG, ce titre a un sens, « ministre du Redressement productif », parce qu'il n'y a pas de grandes nations sans capacités industrielles.



Pour y parvenir, la France doit renouveler sa production, proposer de nouveaux objets, utilisant les dernières avancées technologiques, les derniers équipements, les dernières machines, les dernières propositions de la création industrielle. Vous en avez fait ici, et je vous en remercie, la démonstration dans des domaines très différents, confirmant - c'est toujours notre orgueil national : il faut s'en méfier, mais en même temps, il ne faut pas l'oublier - que la France est une nation d'inventeurs, de pionniers, d'entrepreneurs, de producteurs.

Notre histoire est glorieuse, de la machine à vapeur au train à grande vitesse, de l'automobile à la puce électronique, du cinéma à la batterie rechargeable, des montgolfières jusqu'à l'avion. Nous avons le devoir de poursuivre ce récit, tel est l'esprit des plans qui ont été présentés aujourd'hui, trente-quatre, qui sont autant de plans de bataille pour hisser la France et ses entreprises, au meilleur niveau de la compétition mondiale.

Ces plans ne sont pas sortis de nulle part, c'est-à-dire d'esprits de fonctionnaires - par ailleurs nécessaires - mais qui n'ont pas toujours la connaissance de ce que peut être l'industrie de demain. Ce n'est pas non plus un plan ou des plans qui auraient été conçus par des ministres.

Ces plans ont été élaborés et conçus dans le cadre d'un conseil, le Conseil national de l'industrie, rassemblant tous les acteurs, les représentants des entreprises - que je salue - les représentants des salariés, mais aussi toutes celles et tous ceux qui participent à l'émergence de produits nouveaux, à travers des filières, des pôles de compétitivité. Nous avons, avec vous, fait un examen précis de nos atouts - nous en avons - mais aussi de nos faiblesses, de nos avantages, mais aussi de nos failles, notre positionnement dans la bataille économique.



Ces trente-quatre plans sont autant de nouvelles frontières technologiques que nous voulons déplacer, repousser, sur des productions qui, toutes, je dis bien « toutes », sont appelées à se développer, sur des produits où les espoirs de créer des emplois sont réels, où nous avons des avancées, des avancées même, en termes de solutions nouvelles sur le plan industriel, là où nous avons déjà des entreprises, capables de prendre une place éminente dans la concurrence internationale.

Trente-quatre, on dira : mais pourquoi trente-quatre ? Parce que trente-trois pouvait prêter à sourire ? Ou parce que trente-cinq aurait été de trop ? Trente-quatre, parce que c'est ce qui est ressorti de tout ce travail, de toute cette évaluation. On nous dira : mais trente-quatre, c'est que vous n'avez fait aucun choix. Au contraire, c'est que nous avons préféré prendre les plans qui étaient proposés par les filières et les industriels, autant de secteurs de pointe.

Trois critères ont été retenus pour choisir un plan : d'abord, s'incarner dans des objets, dans des produits ou dans des services clairement identifiés - nous en avons eu ici l'illustration ; deuxième critère, se fonder sur des technologies où la France - c'est-à-dire ses entreprises - maîtrise d'ores et déjà le sens, la direction, le contenu. Troisième critère, s'intégrer dans un environnement industriel, technologique, universitaire, permettant à nos entreprises d'occuper une place éminente.

Les plans incarnent également des filières particulières, et permettent, donc, de mobiliser, de fédérer les acteurs concernés. Enfin, ces trente-quatre plans permettent d'atteindre les trois priorités que nous avons fixées pour notre pays.

La première priorité, c'est la transition écologique et énergétique. C'est à la fois une obligation



environnementale, mais c'est aussi un levier du développement industriel. Et là aussi, nous avons eu des acteurs majeurs et nous avons des atouts considérables. Les énergies renouvelables avec les nouveaux prototypes d'hydroliennes, l'éolienne, avec une cellule solaire à haut rendement, tout cela fait que la France est déjà la première.

Dans l'automobile, la démonstration a été, si je puis dire, éblouissante, puisque nous avons des constructeurs, des équipementiers qui se sont regroupés pour, ensemble, avec des entreprises différentes, faire des véhicules qui vont consommer moins de deux litres au cent. Mais nous avons également retenu des plans pour développer les bornes de recharge électrique pour le véhicule électrique, des batteries de longue durée, parce que l'enjeu, c'est le stockage de l'énergie. Nous avons des véhicules connectés, autant de nouvelles frontières, là encore, technologiques que nous avons repoussées.

Toujours dans ce domaine de la mobilité durable, les filières aéronautiques et l'avion électrique. Je ne sais pas si un jour, nous aurons le droit d'y monter - avant 2017, si j'ai bien compris. Mais il y a déjà 2013 qui peut être le premier voyage. Ensuite, à l'horizon 2030, nous serons tous là pour voir cet avion nouveau du 21ème siècle, où il y aura l'électricité et d'autres sources d'énergie et qui disposera de toutes les qualités exceptionnelles pour être le premier au monde.

Nous avons également eu connaissance du TGV du futur, puisque, aujourd'hui, à l'horizon 2018, un TGV pourra embarquer 640 passagers, à une vitesse de 350 kilomètres par heure pour une consommation d'énergie diminuée de 20 à 30%. Nous serons les premiers.

La transition écologique, c'est le textile innovant, avec des fibres à ce point intelligentes qu'elles



captent l'énergie, qu'elles nous donnent des informations sur nous-mêmes, qu'elles nous protègent, qu'elles nous soignent.

La transition écologique, c'est la rénovation thermique des bâtiments, avec une filière française qui est l'une des premières au monde, avec des emplois directs et indirects qui pourront être non seulement préservés, mais créés.

Il y a aussi les réseaux intelligents, avec les nouvelles technologies de l'information, qui permettront d'avoir des installations électriques de pointe, et pour le consommateur, une connaissance précise de ce qu'il peut payer à la fin du mois ou de l'année. C'est la génération de Linky. Nous devons soutenir pleinement cette innovation.

Je n'oublie pas la chimie verte, le bois, autant de secteurs qui nous permettent d'appréhender déjà l'après-pétrole. Telle est la première priorité, qui mobilise notre pays. La seconde, c'est l'économie du vivant, d'abord, la santé, avec l'introduction prochaine en France de traitements médicaux sur mesure, prescrits selon le profil personnel du patient.

Nous pouvons être confiants, puisque la France a fait depuis déjà des années le virage des biotechnologies grâce à une recherche de premier rang assise sur des partenariats publics/privés, fructueux.

Nous sommes en avance en matière de santé. Nous devons être les premiers. L'avenir de la santé, c'est aussi l'alliage, l'alliance entre des équipements traditionnels et le numérique. L'hôpital numérique, c'est d'être capable de mieux soigner, moins cher et avec des dispositifs médicaux qui



peuvent être innovants.

Economie du vivant, c'est également l'alimentation, grand enjeu à l'échelle mondiale, à l'échelle française. Dois-je rappeler que l'industrie agroalimentaire est l'une de nos premières industries, celle qui réalise un excédent de notre commerce extérieur.

Nous avons donc aussi la volonté de développer de nouveaux produits, de transformer, de les conserver plus longtemps, de faire qu'il y ait plus d'informations et de pouvoir développer, et l'industrie, et l'agriculture, et la distribution.

La troisième priorité, ce sont les nouvelles technologies. Premier enjeu : nous devons garder notre souveraineté numérique. Ça veut dire quoi ? Cela veut dire s'occuper de la cyber sécurité, oui, sans doute.

Cela veut dire aussi comprendre que les données d'Internet sont devenues l'un des carburants de l'économie et que le big data, c'est à la fois le traitement de ces masses d'information, leur collecte, leur stockage, leur analyse. Mais c'est aussi un enjeu économique considérable, puisqu'on évalue à 8 % du PIB de l'Europe en 2020 la création de valeur uniquement à travers l'utilisation des données.

C'est également un sujet stratégique. Qui va posséder ces données ? Qui va pouvoir les traiter ? Qui va être capable de les protéger ? Voilà pourquoi le plan big data, c'est l'affaire de la France, c'est d'avoir une référence mondiale. C'est aussi l'affaire de l'Europe et nous devons mettre en oeuvre de la formation jusqu'à l'utilisation de ces ressources.



Dans le même esprit, la France doit présenter une offre en matière d'accès et de partage des données informatiques. Ce que l'on appelle le cloud computing. C'est déjà un marché de deux milliards d'euros dans notre pays. Les aspects de souveraineté que chacun comprend, s'ajoutent à ceux de la sécurité pour le particulier et du développement pour les entreprises. Je rappelle que les trois quarts des serveurs aujourd'hui sont nord-américains et que c'est une perspective très importante pour la France de garder une part de souveraineté.

Mais il n'y a pas que le numérique dans les nouvelles technologies. La révolution qui nous est proposée, car c'en est une, c'est de pouvoir faire qu'il y ait un lien entre les laboratoires industriels, les fabricants, le numérique et donc la production d'objets d'usage courant, mais totalement modifiés et qui seront l'avenir du commerce mondial. La compétitivité de notre économie va dépendre de notre capacité à développer de nouveaux types de machines. Les super calculateurs, un plan est prévu à cet effet, nous sommes en avance sur ce point. En revanche, nous sommes en retard sur la robotique, 35 000 robots industriels en France, 150 000 en Allemagne.

Le second enjeu, c'est l'usine du futur, elle nous a été présentée. Cette usine du futur, elle permet d'être au rendez-vous de l'hyper connexion, mais aussi de la robotique, de la réalité augmentée, de l'impression 3D, de l'intelligence artificielle, du design. C'est sur cette usine du futur que se joue l'avenir même de notre industrie.

Ces 34 plans disent une autre chose : il n'est plus possible de distinguer la vieille industrie de la nouvelle économie. Il y a des entreprises en croissance dans des secteurs que l'on regarde comme en crise et il y a des entreprises en crise dans des secteurs en croissance.



Ce qui compte, ce n'est pas l'ancienneté du secteur, on le voit bien pour le textile, pour l'aéronautique ou l'automobile. Ce qui compte, c'est l'innovation dans le secteur, le progrès des technologies, la capacité d'une filière à pouvoir développer des usages, des objets, des productions que l'on croyait obsolètes ou disparues.

Ces plans industriels, ces 34 plans, au-delà de cette affirmation d'une volonté, de cette fédération des acteurs, ceux qui sont devant moi aujourd'hui, ces 34 plans, c'est aussi les contours de la société de demain, de nouvelles manières de nous déplacer, de nouvelles manières de nous loger, de nous soigner, de nous transporter, de nouvelles manières de produire, de consommer, de nous nourrir, de nous habiller et même de fabriquer.

C'est donc l'innovation industrielle, c'est donc l'économie, c'est donc la croissance, c'est souvent la souveraineté au service d'une société plus harmonieuse, plus sobre, plus personnalisée. C'est donc un enjeu économique, industriel, mais aussi un enjeu sociétal.

Voilà, Mesdames et Messieurs, notre ambition, votre ambition, parce que nous sommes au service de votre volonté de développer notre pays. Je souhaite donc que tous les outils de la puissance publique soient mis au service de la réalisation de ces plans au niveau national, au niveau des territoires.

Je salue ici le président de l'Association des Régions, parce que nous avons conscience que les emplois de demain se joueront sur l'ensemble du territoire national et que c'est aussi une volonté d'aménagement à travers le choix que nous faisons de secteurs industriels.



La Banque publique d'investissement, le Commissariat général à l'investissement, dont je salue ses responsables, la Caisse des dépôts, concourront à apporter, avec le secteur bancaire, les financements qui sont attendus par rapport aux projets qui ont été identifiés.

Les collectivités locales, et notamment les régions, les structures de promotion, de l'innovation, les laboratoires de recherche, le CEA, qui a été cité à plusieurs reprises, les centres techniques industriels, les pôles de compétitivité, devront collaborer pour que les entrepreneurs, les chercheurs, les ingénieurs, les designers, les créateurs, puissent inventer les industries, les productions, de demain.

D'ores et déjà, le programme des investissements d'avenir a dégagé 3,5 milliards d'euros sur ces secteurs. Chaque plan, le ministre l'a rappelé, sera animé par un chef de projet, lui-même issu du monde industriel. Il aura la charge, avec les acteurs, de faire aboutir les programmes selon un calendrier précis qui ne peut pas aller au-delà de 10 ans.

Nous avons un objectif : recréer les emplois industriels qui ont été détruits lors de la précédente décennie. Telle est la politique industrielle que nous vous présentons.

Est-ce que nous sommes un cas isolé ? Est-ce que l'idée d'avoir un projet pour notre pays fait de nous une singularité, une exception ? Je voudrais le croire, mais partout, dans les principaux pays émergents et industriels, il y a la même démarche qui est engagée, la même volonté de projeter à 10 ans ce que peut être une économie.

L'Allemagne, comme le Royaume-Uni, pays de sensibilité différente, d'histoire différente, se dotent



aussi de stratégies industrielles. Ces ambitions que l'on voit apparaître au niveau national doivent se retrouver aussi au plan européen, ce qui implique d'encadrer différemment les aides de l'Etat, comme de redéfinir une doctrine de la concurrence pour faciliter les rapprochements, et non pour les dissuader, pour que nous ayons des champions européens, dans l'intérêt de l'Europe, pas de chacun des pays, non, de toute l'Europe.

L'Union doit également se doter d'une politique commerciale et combattre vigoureusement toutes les pratiques déloyales, à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur. Ces exigences, la France les portera devant les institutions européennes.

Comment qualifier notre politique industrielle ? Elle n'est ni libérale, ni dirigiste, elle ne se veut ni rhénane, ni anglo-saxonne. Elle est française, pragmatique et fidèle à une tradition d'audace, de créativité et d'excellence scientifique et industrielle.

Elle naît de notre histoire, mais elle doit repenser par rapport à la réalité, c'est-à-dire faire que l'Etat puisse apporter ce qui est attendu de lui, je l'ai dit, un cadre, une stabilité, un environnement, des instruments, des financements, une fiscalité moderne, mais également des priorités et une formation digne de ce nom. Il y a donc ce qui relève de l'Etat et ce qui appartient aux entreprises, qui aujourd'hui affirment, dans le monde en mutation que nous connaissons, un besoin de fluidité, de rapidité, de souplesse et d'intelligence.

Ces 34 plans sont le visage de la nouvelle France industrielle. Tous les 6 mois nous les passerons en revue. Le Premier ministre, avec les ministres concernés, et au premier chef le ministre du Redressement productif, vérifiera l'état d'avancement.



Aux chefs d'entreprise, je leur dis que l'Etat sera à vos côtés pour accomplir la troisième révolution industrielle. Nous devons unir nos forces et partager les risques.

Aux Français, je leur dis que le progrès n'est pas un astre mort, qu'il n'y a pas un âge d'or qui serait celui de notre histoire.

La France a des atouts considérables. Elle a des acteurs, des entrepreneurs, qui méritent toute notre reconnaissance. Elle a une capacité d'innovation, une faculté - et la matinée d'aujourd'hui en fait l'illustration - une capacité à innover, à imaginer, à inventer.

Nous avons un tissu industriel qui demeure. Nous avons également un ensemble d'universités, de chercheurs, qui doivent travailler encore davantage avec les entreprises. Nous avons des régions qui peuvent apporter aussi, non seulement des financements, mais leur connaissance des territoires.

La troisième révolution industrielle se produira donc aussi en France. Nous allons faire naître les inventions de demain, les usines de demain et les produits de demain. Au monde, nous dirons que la France peut vous surprendre, et vous surprendra encore.

L'événement qui nous a réunis, a valeur de symbole. Le premier de ces symboles c'est l'unité. Ici, il y a des forces diverses, qui ne sont pas toujours d'accord, mais elles sont rassemblées : partenaires publics, partenaires privés, grands groupes, petites entreprises, entreprises de taille intermédiaire.

Parce que toutes ces entreprises, tous ces acteurs, des salariés jusqu'aux chefs d'entreprise,



contribuent au dynamisme de la France, tous sont indispensables au redressement. Si l'Etat a pris l'initiative, chacun de ces plans, les 34 plans, ce sont des plans des industriels et de leurs salariés.

Le second symbole c'est celui de l'excellence. La France est en pointe, elle a une recherche, elle a des produits de qualité, elle doit être consciente de ses atouts mais également connaître ses faiblesses, savoir ce que nous avons encore à faire, faire un pacte entre toutes les forces vives pour que nous puissions aller dans le même sens, et pour que nous puissions donner confiance.

Enfin, le dernier symbole est celui de l'anticipation, car la nouvelle France industrielle qui a été présentée ici, peut avoir par moment une image virtuelle, en se disant « mais, est-ce que ce qui nous est présenté va exister ? » Cela existe déjà.

Est-ce que cette économie numérique, cette économie que l'on voit apparaître sur des écrans, c'est une économie qui correspond à des emplois ? Mais bien sûr, ce n'est pas parce que c'est moderne qu'il n'y a pas de salariés, d'opérateurs pour fabriquer, non seulement les produits, les usages, les liens, les réseaux. Ce qui a été présenté c'est l'économie de demain. Ce qui a été imaginé, c'est la France dans 10 ans. C'est parce que cette France aura été capable de porter son industrie, qu'elle aura été capable, aussi, de préparer son avenir. Merci.

